



## **CONFERENCE**

# **L'ADMINISTRATION PUBLIQUE VERTE DANS LE CONTEXTE DE LA BONNE GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE ÉCHANGE DE BONNES PRATIQUES EUROPÉENNES**

Strasbourg, 26 avril 2023

### **Principaux enseignements**

La conférence était organisée par le Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) en coopération avec la présidence islandaise du Comité des Ministres. Des représentants des autorités internationales, nationales et locales ont échangé leurs points de vue et leurs expériences sur l'administration publique verte (APV), qui consiste à intégrer le changement climatique et les considérations environnementales dans la prise de décision à tous les niveaux de gouvernement. Les résultats de la conférence alimenteront le rapport du CDDG sur l'administration publique verte.

Les principaux enseignements tirés de la conférence sont les suivants :

- La prise en compte des questions écologiques constituera à l'avenir une dimension essentielle dans la recherche d'une bonne gouvernance démocratique à tous les niveaux.
- Un enthousiasme général et un optimisme quant à la possibilité de réduire les émissions de carbone et de ralentir le changement climatique avant qu'il ne devienne irréversible. Il est tout à fait possible de passer au vert tout en poursuivant une croissance inclusive.
- L'administration publique peut montrer la voie en promouvant et en appliquant la réduction des émissions de carbone, la protection de l'environnement et une meilleure gestion des ressources naturelles. Une action décisive de la part de l'administration publique encouragera à son tour les individus, les organisations et les entreprises à jouer leur rôle.
- Compte tenu de l'importance de l'administration publique verte pour la bonne gouvernance démocratique, la conférence a réaffirmé que le CDDG (Comité du Conseil de l'Europe sur la démocratie et la gouvernance) a un rôle clair à jouer dans ce domaine - en organisant et en promouvant les échanges de vues et d'expériences par le biais de conférences, d'évaluations par les pairs, de la préparation de rapports et de recommandations. Les participants ont convenu que ces échanges sont très importants et inspirants, que les pays ont besoin d'apprendre les uns des autres et de reproduire les bonnes pratiques.

- Il est nécessaire de continuer à « devenir plus vert et à construire des nuances plus profondes de gouvernance verte ». Le leadership et l'approche graduelle (étape par étape) de l'introduction des politiques vertes sont essentiels à leur succès et au soutien du public. D'autres facteurs importants incluent une meilleure collecte de données, des bases de données internationales partagées, une mesure constante et une évaluation des résultats.
- Le concept d'administration publique verte doit être profondément ancré dans les principes de bonne gouvernance démocratique, dans la protection des droits de l'homme et de l'État de droit, dans la participation démocratique, dans le fonctionnement de la gouvernance locale et multi-niveaux, et dans les concepts de bien-être économique, social et environnemental.
- La conférence a souligné l'importance de l'éducation aux valeurs démocratiques et la nécessité d'y inclure les questions climatiques et environnementales, notamment la promotion de politiques vertes, une meilleure gestion de l'alimentation et tous les résultats positifs qui pourraient être obtenus grâce à une meilleure action en matière de climat et d'environnement.
- Il est important d'investir dans l'APV, afin de garantir la disponibilité des ressources financières et humaines nécessaires à la mise en œuvre des politiques vertes.
- Parmi les tendances actuelles les plus populaires de l'APV dans le contexte de la bonne gouvernance démocratique présentées lors de la conférence, citons les marchés publics écologiques, la budgétisation écologique, les politiques fiscales et la fiscalité écologiques, les incitations pour les entreprises et les consommateurs, la numérisation intelligente, les méthodes de travail agiles, les pratiques éducatives innovantes, la coopération transfrontalière pour la protection de l'environnement, la participation des jeunes et de la société civile à la prise de décision écologique.
- L'écocide commis par la Fédération de Russie en Ukraine et les conséquences dévastatrices de la perte de biodiversité, de la sylviculture et de la pollution de l'eau et de l'air ont fait l'objet d'un dossier distinct. Il est nécessaire de créer un tribunal environnemental, d'enregistrer les crimes environnementaux et de mettre en place un mécanisme de réparation. L'Ukraine doit également intégrer les considérations climatiques lorsqu'elle commence à préparer la reconstruction du pays, et les États membres du Conseil de l'Europe sont prêts à l'aider.
- Le Sommet de Reykjavik devrait refléter l'urgence de la lutte contre le changement climatique et son impact potentiel sur la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit, et encourager les États membres à agir sans délai.

<https://www.coe.int/fr/web/good-governance/-/la-bonne-gouvernance-d%C3%A9mocratie-passe-au-vert>